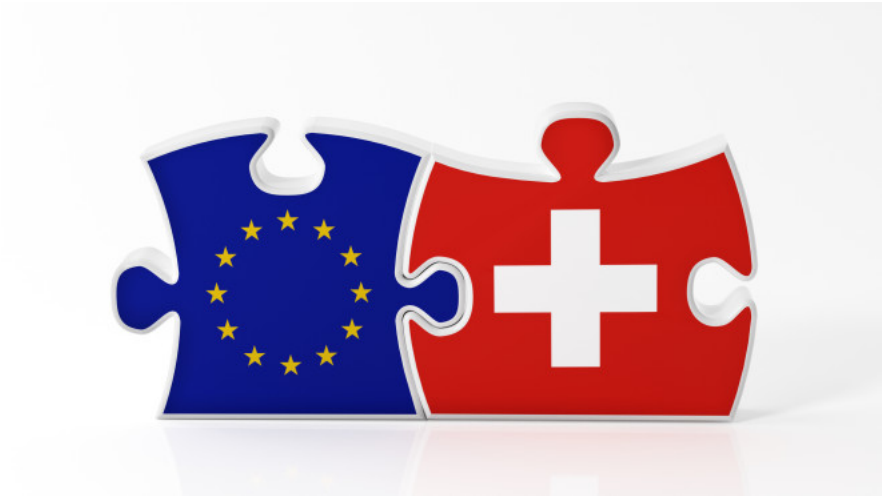
economiesuisse



L'économie suisse dit clairement oui à l'accord-cadre

La sauvegarde des accords bilatéraux est la priorité de l'économie suisse. Une claire majorité soutient donc un accord-cadre avec l'Union Européenne (UE). C'est ce que montre une enquête représentative de l'Institut de recherche gfs.bern, réalisée sur mandat d'economiesuisse et d'Alliance économie-politique, auprès de plus de 1000 entreprises de 20 employé-e-s ou plus. L'économie suisse attend des effets positifs de l'accord-cadre, notamment en termes de sécurité de planification, et considère la protection salariale comme garantie.

Du point de vue de l'économie suisse, les accords bilatéraux sont absolument essentiels: 75% des entreprises de 20 employé-e-s ou plus en Suisse jugent les accords actuels avantageux, 16% sont indécises, alors que 4% les considèrent comme désavantageux. Lors de l'enquête, une grande majorité a considéré la sécurité du droit avec l'UE, qui va de pair avec les bilatérales, comme primordiale. Une constante: plus une entreprise a d'employé-e-s, plus les accords sont importants pour elle.

Une majorité claire soutient l'accord institutionnel

Des décisions déterminantes sur l'accord-cadre sont attendues ces prochaines semaines du côté politique. En interrogeant concrètement l'économie, le résultat est que 67% des entreprises suisses de 20 employé-e-s ou plus soutiennent l'accord institutionnel sous sa forme actuelle. Seules 20%, donc une claire minorité, se prononceraient contre. Le refus est moins marqué que constaté en début d'année auprès des citoyens suisses (35%). Une approbation majoritaire de

l'accord-cadre est présente dans toutes les branches et dans des entreprises de toutes tailles.

Divers arguments pour un accord-cadre

Les entreprises suisses soulignent en majorité que sans accord institutionnel, l'industrie d'exportation souffrirait d'un accès toujours plus difficile au marché d'exportation européen, et que l'économie suisse perdrait en importance. Quant à l'UE, elle devrait faire face à des sanctions douloureuses sans accord. Des effets positifs de l'accord institutionnel sont attendus en termes de sécurité de planification, et la protection salariale est considérée comme toujours garantie. Toutes les personnes interrogées rejettent l'avis selon lequel le Conseil fédéral peut négocier une meilleure solution que celle sur la table.

Pour Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse, les résultats de l'enquête équivalent à un mandat: «L'enquête montre très clairement que l'accord-cadre est dans l'intérêt des entreprises suisses. L'organisation faîtière économique economiesuisse soutient donc une avancée rapide de l'accord institutionnel, et appelle le Conseil fédéral à éclaircir rapidement les points en suspens».

L'économie doit s'engager davantage dans le débat européen

Pour Philip Mosimann, président du conseil d'administration de Bucher Industries AG et représentant d'Alliance économie-politique, c'est tout aussi clair: «L'économie suisse a besoin de l'accord-cadre. Et l'accord-cadre a besoin de l'économie suisse. Il est nécessaire et urgent que les entreprises s'engagent davantage». Ce n'est qu'ainsi que la majorité de la population aussi peut être convaincue par l'accord-cadre.

Cette affirmation coïncide avec les résultats de l'enquête représentative. Des majorités issues de l'économie suisse exigent un engagement renforcé de leurs propres milieux dans le débat suisse sur l'Europe. 67% désirent un engagement actif de l'économie, alors que seulement 2% adoptent la position contraire, et ne veulent aucun engagement en ce sens.

À propos d'Alliance EP

Alliance EP est une initiative privée indépendante des partis politiques qui s'engage en faveur de conditions-cadres optimales et d'une place économique suisse forte. Pour Alliance EP, il est essentiel que les milieux politiques et l'administration aient accès à des informations indépendantes des partis politiques, de l'actualité et non filtrées provenant des hautes sphères économiques et académiques.

À propos d'economiesuisse

economiesuisse est la faîtière de l'économie suisse. Elle défend les intérêts de ses membres dans tous les domaines de la politique économique et s'engage en faveur de conditions-cadres optimales. economiesuisse fédère 100 organisations de branche, 20 Chambres cantonales de commerce et quelques sociétés individuelles. L'organisation représente, au total, 100 000 entreprises suisses de

toutes les branches et quelque deux millions d’emplois.